

# Au Congo, la France finance le plus grand barrage du monde - à l'impact écologique gigantesque

9 décembre 2013 / Rudo Sanyanga (L'Ecologiste)



En 2013, le Congo et l'Afrique du Sud ont signé à Paris un accord pour construire au Congo le plus grand complexe hydraulique du monde. Avec l'aide de l'Agence française de développement, de la Banque européenne d'investissement et de la Banque mondiale. EDF et GDF Suez sont en charge de l'ingénierie. Une catastrophe

écologique et sociale, avertissent des écologistes.

---

---

Le fait qu'un des pays les plus pauvres d'Afrique, le Congo, projette la construction du barrage hydraulique le plus coûteux au monde, le projet Grand Inga sur les chutes du fleuve Inga à l'ouest du Congo, a quelque chose de tristement ironique.

Alors que les promoteurs du barrage à la Banque mondiale disent que le projet va « *transformer* » le paysage énergétique africain, notre association et nos correspondants locaux craignent que ce barrage n'alimente la corruption et les conflits, en laissant la majorité des Congolais sans électricité.

Le 18 mai 2013, le président de la Banque mondiale, Jim Kim, a visité le Congo et a annoncé que la Banque augmenterait son financement dans les années à venir pour la construction de grands barrages. Promesse qui s'est concrétisée avec la signature d'un traité de coopération entre le Congo et l'Afrique du Sud à Paris en mai 2013. L'entreprise Lahmeyer venait d'achever une étude de faisabilité qui a convaincu le gouvernement congolais, la Banque mondiale et la Banque de développement africaine (AFD) que les impacts seraient minimes.

L'Agence française de développement (AFD) a financé cette étude pour quinze millions de dollars. La Banque mondiale et l'AFD ont fourni une aide technique pour le développement du projet.

### **Un projet pour les industriels et les grandes villes**

Ce traité fait de l'Afrique du Sud le principal acheteur de l'énergie générée par la future centrale Inga III, première phase du projet Grand Inga. Soit 2 500 MW (mégawatts) sur les 4 800 MW prévus. Le reste sera vendu à des compagnies minières congolaises. La signature qui a eu lieu à Paris a fait l'objet d'un battage médiatique intense dans la presse congolaise.

À Kinshasa, sur dix millions d'habitants, moins de 30 % ont accès à l'électricité (contre 1%

dans les zones rurales), et 10 % seulement en disposent 24 heures sur 24. La majorité utilise le bois comme source d'énergie. Le charbon de bois est transporté en ville. Les tarifs de l'électricité n'encouragent pas une utilisation économique, les gens paient pour être abonnés, et non pour ce qu'ils consomment (moins de 10 % des abonnés ont un compteur). Les plus fortunés ont recours à des générateurs diesels pour pallier les pénuries de courant.

Des communautés entières devront être déplacées pour faire place au projet. J'ai rendu visite à l'une d'elles dans une aire à cent km du site. Bien qu'ils habitent sur le site même du projet, les gens avaient très peu d'informations sur le barrage et ses impacts. Cette situation se répète partout ailleurs en Afrique où les gouvernements et les développeurs s'enrichissent sans fournir la moindre information aux personnes affectées.

### **Déplacements de population**

Les villageois que j'ai rencontrés savaient certes qu'ils allaient être déplacés mais ne savaient pas comment cela allait se passer. La Banque mondiale avait mené une enquête en 2007 pour établir qui serait affecté et à l'époque informa les personnes concernées qu'elles recevraient neuf cents dollars de compensation par foyer.

Le gouvernement et la Banque mondiale m'ont assuré qu'un plan de relocalisation serait mis au point pour assurer une compensation juste. Mais le diable est dans les détails. La communauté croit qu'elle ne peut s'opposer aux vœux du gouvernement et aimerait une compensation sans que leur mode de vie ne soit compromis. Ils m'ont dit qu'ils espéraient que le projet leur fournirait des emplois.

La Banque mondiale doit déjà répondre à la question de savoir comment ces projets gigantesques, coûteux et centralisés pourront satisfaire les besoins de la majorité pauvre. A-t-elle comparé les perspectives de création d'emploi avec ceux fournis par les énergies renouvelables ? Que fait-elle pour lutter contre la corruption ?

*« Le grand hydraulique est une solution pour l'Afrique... je pense vraiment que nous devons nous y engager »*, dit Rachel Kyte, la vice-présidente de la Banque mondiale pour le développement durable. Comme un conseil d'ami.

Et pourtant, l'Agence internationale de l'énergie a montré que l'électrification raccordée à un

réseau de transport alimenté par les grands barrages n'est pas rentable pour l'Afrique rurale. 60 % de ces zones sont mieux desservies par des réseaux modestes ou par des systèmes hors-réseau.



La Banque mondiale a soutenu les barrages du Congo pendant des décennies. Ces quarante dernières années, la Banque et autres donateurs ont versé des milliards de dollars dans les barrages et réseaux électriques associés sur le fleuve Congo. Les projets ont été minés par une corruption rampante, produisent moins d'énergie que prévu et n'ont pas du tout profité aux pauvres. 85% de l'électricité au Congo est consommée par le secteur minier. Ce système a engendré des tensions et une guerre civile.

La Banque mondiale prétend que la nouvelle génération de très grands barrages comme Grand Inga pourrait « *catalyser des bienfaits réalisés à grande échelle pour améliorer l'accès aux infrastructures* » en Afrique. Mais ces projets sont destinés aux mines et aux grandes villes. Plus de la moitié du projet Inga sera exportée en Afrique du Sud et le reste à des compagnies minières du Katanga. Toutes ces aides ne profiteront pas à la majorité des Congolais.

### **Explosion des coûts**

Si les barrages passés sont un signe de ce qui va se passer avec les projets à venir, c'est mal engagé ! Les barrages Inga I de 351 MW et Inga II de 1424 MW construits en 1972 et 1982 n'ont jamais pu fonctionner correctement en raison du manque de maintenance, des années de guerre et du manque de compétences nécessaires, de la corruption et de la mauvaise gestion. La réhabilitation de Inga I et II est en cours et doit être achevée en 2016, pour un coût de 883 millions de dollars, soit plus de quatre fois les estimations de la Banque en 2003.

La réhabilitation des barrages inclura le remplacement et la rénovation des turbines ainsi que la construction d'une deuxième ligne électrique à Kinshasa pour permettre à 35 000 consommateurs d'avoir du courant. Le réseau Inga Kolwezi qui opère à 25% de sa capacité sera également réhabilité.

La Banque mondiale a lancé le projet de réhabilitation en 2003 avec comme justification que la réhabilitation des deux centrales et du réseau de transport d'électricité permettrait au Congo de gagner 40 millions de dollars par an grâce aux exportations d'électricité. Dix années plus tard, ce rêve a été déçu par des progrès inexistantes et des surcoûts considérables.

Au moins 12 milliards seront nécessaires pour la construction d'Inga III et 80 milliards pour l'ensemble du projet Grand Inga. Alors que le Congo n'a pas été capable de gérer et d'achever la réhabilitation des Inga I et II, il se lance dans la construction d'un projet plus grand et plus complexe. Inga III pourra-t-il être achevé en trois ans si la simple réhabilitation non encore achevée a mis dix ans ?

### **Corruption généralisée**

De plus, Inga III doit fournir de l'électricité pour les mines et l'exportation, pas pour les

Congolais. Ce projet est un projet de développement qui doit avoir des retombées indirectes, avec l'hypothèse que cela attirera les investissements dans le pays, créera de l'emploi et profitera aux gens localement. La réalité, c'est que les Congolais resteront sans électricité. En revanche, ceux qui ont du pouvoir et l'influence bénéficieront de marchés susceptibles d'être infectés par la corruption.

Transparency international a classé le Congo à la 160<sup>e</sup> place sur 176 parmi les pays les plus corrompus. En 2008, deux directeurs de Inga I et II ont été interrogés suite à l'évaporation de 6,5 millions de dollars destinés à la réhabilitation du barrage. L'argent n'a jamais été retrouvé et sa disparition est restée sans explications.

Un prêt d'urgence accordé par la Banque mondiale en 2002 qui comprenait 116 millions de dollars pour la réhabilitation a subi la corruption. Il serait dramatique mais prévisible que la corruption liée aux méga-barrages soit, elle aussi, gigantesque.

**Source :** Publié dans et transmis amicalement par *L'Écologiste*.



Rudo Sanyanga, est directrice des programmes pour l'Afrique de l'ONG [International Rivers](#)..

**Photos :**

- ▶ Une (Barrage d'Inga) : [Katembo](#)
- ▶ Article : [Internatinal Rivers](#)

**Lire aussi :**

- ▶ *L'opposition monte en Europe contre le barrage brésilien de Belo Monte.*

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Au-Congo-la-France-finance-le-plus>